



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Février 2024

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 3\)](#)

Équipe

Dernières publications de l'IRSEM

Événements

Actualité des chercheurs et des doctorants

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 10\)](#)

Élections, Guerres civiles en Afrique

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 11\)](#)



[À VENIR \(p. 12\)](#)

INAUGURATION DE L'ANTENNE IRSEM-EUROPE

L'IRSEM a inauguré son antenne IRSEM-Europe à Bruxelles le 22 février. À cette occasion, plus d'une soixantaine d'invités issus du monde de la recherche stratégique, publique et privée, française et européenne ainsi que du ministère des Armées et de différentes institutions étaient rassemblés. Après les mots de bienvenue de [Benoît Rademacher](#), directeur par intérim de l'IRSEM, le chef de l'antenne, [Philippe Perchoc](#), a présenté les ambitions de ce nouvel espace dédié au dialogue stratégique.

En s'installant au cœur de Bruxelles, la capitale belge qui accueille l'Union européenne et l'OTAN, l'antenne IRSEM-Europe a pour vocation de créer des partenariats de recherche et de susciter des débats au-delà des frontières françaises. Conçue comme un foyer de rencontres et d'échanges entre chercheurs, et entre partenaires institutionnels et privés, français et européens, l'IRSEM-Europe ne travaillera pas seul, comme l'a d'ailleurs précisé Philippe Perchoc : « *IRSEM first but not IRSEM only.* »

La table ronde « *To what extent is Brussels a hub for European strategic thinking ?* », animée par la directrice du domaine Europe – Espace transatlantique – Russie de l'IRSEM, [Maud Quessard](#), et réunissant Teona Lavrelashvili

(European Policy Centre), Sylvie Matelly (Institut Jacques Delors), Tania Lațici (European External Action Service) et Martin Quencez (German Marshall Fund US), a permis de mettre en exergue l'importance de la dimension européenne des débats sur les questions stratégiques.



La journée s'est achevée par l'intervention d'Alice Rufo, directrice générale des relations internationales et de la stratégie, qui a rappelé les grands défis de la coopération dans le domaine stratégique, et par celle de Mathilde Félix-Paganon, représentante permanente de la France au Comité politique et de sécurité de l'Union européenne à Bruxelles.

L'ANTENNE IRSEM-EUROPE, UNE NOUVELLE AMBITION POUR L'IRSEM

Le rayonnement dont bénéficie l'IRSEM depuis plusieurs années pousse l'Institut à regarder par-delà les frontières et à développer ses partenariats, notamment avec ses homologues européens. Bruxelles, capitale de l'Union européenne, incarne les liens entre dirigeants, intellectuels, diplomates et étudiants et a été choisie pour accueillir la nouvelle antenne IRSEM-Europe.



Dirigée par le Dr Philippe Perchoc, l'antenne IRSEM-Europe est un lieu de dialogue international où les experts pourront mener des recherches sur des questions stratégiques, s'engager dans des projets de collaboration et organiser des événements. C'est également un forum de réflexion favorisant les dialogues transversaux entre les chercheurs des quatre coins du continent et d'ailleurs.

Il concrétise l'objectif de l'IRSEM de promouvoir l'enrichissement du débat stratégique en rassemblant des chercheurs de différents pays autour de projets communs. Ce nouveau lieu d'échange est conçu pour accueillir des événements et offrir un espace de travail aux chercheurs français et internationaux. En favorisant les rencontres professionnelles et les productions scientifiques transversales, nous souhaitons ainsi faire de l'antenne IRSEM-Europe un espace de réflexion collective sur les enjeux stratégiques actuels autant qu'un point de rencontre intellectuel.

Des événements y auront ainsi lieu tout au long de l'année sous la forme de séminaires de recherche et de conférences. L'éventail des sujets est très large et le programme d'ores et déjà fixé, avec, entre autres événements, une journée d'études sur les ingérences électorales et un séminaire sur les normes de comportement dans l'espace extra-atmosphérique. Le maître mot de l'antenne IRSEM-Europe est la recherche : chaque événement sera fondé sur des travaux scientifiques afin de donner accès au débat stratégique français dans sa dimension européenne – l'antenne travaillera notamment avec le PISM ou encore Eastern Circles. L'antenne IRSEM-Europe, qui a également pour mission d'apporter un soutien à la communauté des chercheurs français sur les questions de défense, accueillera aussi des chercheurs en résidence. En clair, l'IRSEM-Europe a des ambitions multiples : il est un espace de production, d'échanges mais aussi d'accueil.

Des événements y auront ainsi lieu tout au long de l'année sous la forme de séminaires de recherche et de conférences. L'éventail des sujets est très large et le programme d'ores et déjà fixé, avec, entre autres événements, une journée d'études sur les ingérences électorales et un séminaire sur les normes de comportement dans l'espace extra-atmosphérique. Le maître mot de l'antenne IRSEM-Europe est la recherche : chaque événement sera fondé sur des travaux scientifiques afin de donner accès au débat stratégique français dans sa dimension européenne – l'antenne travaillera notamment avec le PISM ou encore Eastern Circles. L'antenne IRSEM-Europe, qui a également pour mission d'apporter un soutien à la communauté des chercheurs français sur les questions de défense, accueillera aussi des chercheurs en résidence. En clair, l'IRSEM-Europe a des ambitions multiples : il est un espace de production, d'échanges mais aussi d'accueil.



VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue à Alexandre Lauret, chercheur Afrique de l'Est (domaine AAMO).



Docteur en géographie humaine de l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, Alexandre Lauret est chercheur associé au Laboratoire Dynamiques sociales et recompositions des espaces (LADYSS UMR 7533) et membre jeune chercheur de la Société des explorateurs français. Il a rejoint l'IRSEM au poste de chercheur

Afrique de l'Est.

Ses travaux de recherche portent sur les dynamiques des marges, des mouvements migratoires et des activités illicites dans la Corne de l'Afrique. Il a réalisé une ethnographie de l'exil des populations yéménites vivant au camp de réfugiés de Markazi à Djibouti (*La guerre et l'exil : Yémen 2015-2020*, Les Belles Lettres, 2023). Il a été lauréat du prix d'encouragement à la recherche de l'Académie des sciences d'outre-mer et du prix en relations internationales et sciences politiques du Groupe d'intérêt scientifique Moyen-Orient et Mondes musulmans en 2023 pour sa thèse de doctorat en géographie (codirection en anthropologie) qui analysait le développement du trafic de migrants entre la Corne de l'Afrique et la péninsule Arabique à partir également d'une ethnographie des passeurs djiboutiens.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Étude 114 – 19 février.

« [Ce que veulent les grandes puissances – La quête de statut de la Chine et l'avenir de l'ordre international](#) », par Élie Baranets, 70 p.

Course à la puissance, à la sécurité, à la technologie, ou encore aux retombées économiques, la rivalité sino-américaine est généralement décrite comme une compétition qui englobe tous les domaines. Ces différentes dimensions ne dévoilent néanmoins jamais autant leur intérêt que lorsqu'elles sont analysées à travers la course au statut à laquelle elles participent. Traditionnellement mise en avant pour expliquer les relations entre la Chine et les États-Unis, la notion d'équilibre des puissances souffre à la fois d'une ambiguïté récurrente et d'une capacité explicative limitée, notamment dans sa version la plus visible, incarnée aujourd'hui par le réalisme offensif de John Mearsheimer. Pour comprendre comment les logiques de croissance économique, de puissance, et de prestige sont connectées et se répercutent sur l'ordre international, l'étude propose plutôt de puiser dans les travaux de Robert Gilpin. Les conclusions de la littérature récente en Relations internationales permettent ensuite d'identifier les sources d'antagonismes liées au statut. Il ne semble pas que le renversement de l'ordre international en place soit la priorité de la Chine. Cela pourrait le devenir si elle ne se voit pas conférer le statut qu'elle pense mériter. L'étude examine les différents scénarios envisageables et leurs modalités.



Research Paper No. 140 – 22 février.

« [The Korean Defense Industry Enters the European Security Theater: An Analysis of Korea-Poland Arms Deals](#) », by Wooyeal Paik, 16 p.

Over the past couple of years Korea and Poland have been advancing a large arms deal framework, worth approximately 60 billion USD, across the field including, but not limited to, main battle tanks, self-propelled howitzers, light fighter jets and multi-launch rocket systems. This is an unprecedented defense industrial cooperation to connect, if not integrate, their respective regions in the Euro-Atlantic and the Indo-Pacific. Such a bold move surprises many in both regions as well as Russia and other

major powers. Why and how did they confirm this intriguing defense industrial cooperation, which has significant implications for security alignment? What are the pros and cons of the ongoing interaction for these two geographically distant security partners? What are the strategic consequences and implications for Korea, Poland, and other major stakeholders? This paper provides a set of preliminary assessments of these issues.



Research Paper No. 141 – 28 février.

« [Big words, small deeds – Russia and China in the Arctic](#) », by Lukas B. Wahden, 21 p.

Russia's war against Ukraine has had a significant impact on the Arctic. Relations between Russia and the Arctic NATO states have deteriorated.

The western Arctic states have ceased most institutional cooperation with Moscow, and the Arctic Council is paralysed. At the same time, climate change is transforming the natural environment of the region. This has made it easier to extract and transport Arctic resources by sea. New shipping lanes are opening up, which is attracting military and naval powers to the region. Russia has long focused on expanding its Arctic cooperation with China, especially in its attempts to reduce the impact of Western sanctions. Following the occupation of Crimea in 2014, Moscow could rely on Chinese investors to prop up its companies in the Arctic. However, since 2022, investments by Chinese partners have fallen short of Russia's expectations. Military cooperation between Russia and China in the region has also been scarce. In light of China's reticence to become more involved in its Arctic economy, Moscow has tried to diversify the range of its non-Arctic regional partners.

ÉVÉNEMENTS

12 février : Conférence « Le Congrès et les orientations de la politique étrangère des États-Unis », avec Dr Jordan Tama (American University, Washington).



Le 12 février, le professeur Jordan Tama, spécialiste du Congrès des États-Unis et ancien conseiller à la sécurité nationale durant la campagne de Barack Obama, a donné une conférence tirée de son dernier ouvrage, *Bipartisanship and US Foreign Policy*. Cette conférence s'inscrivait dans un nouveau cycle d'activités scientifiques à l'IRSEM dans le cadre de l'Observatoire de la politique extérieure américaine, réunissant des experts institutionnels, universitaires et représentants de *think tanks* spécialisés sur les orientations stratégiques des États-Unis. Lors de la conférence animée et présidée par [Maud Quessard](#), directrice du domaine Europe – Espace euratlantique – Russie à l'IRSEM, Jordan Tama a pu confronter ses travaux et points de vue avec les professeurs Elisa Chelles et Frédéric Heurtebize, ainsi qu'avec de nombreux invités. Jordan Tama a démontré qu'à une époque de polarisation croissante au Congrès américain, la politique étrangère américaine, à rebours des idées reçues, reste marquée par de nombreux consensus bipartisans (entre démocrates et républicains). Dans son ouvrage, Jordan Tama démontre que malgré une polarisation inégalée sur les enjeux de politique intérieure, les démocrates et les républicains à Washington continuent de coopérer sur des questions internationales cruciales (OTAN, Ukraine, Chine, Iran). En examinant de près les tendances des votes au Congrès et les récents débats sur les actions militaires, les sanctions économiques, le commerce international

et les dépenses en matière de politique étrangère, Tama révèle que la « bipartisannerie » reste étonnamment courante. Cependant, des coalitions bipartisanes regroupant des membres des deux partis coexistent souvent avec des divisions intra-partisanes ou des désaccords entre le Congrès et le président, ce qui rend difficile pour les États-Unis de parler d'une seule voix sur la scène internationale. S'appuyant sur de nouvelles données et des entretiens avec plus d'une centaine de praticiens de la politique étrangère, cette conférence a permis de documenter la persistance de consensus possibles sur les questions internationales et a mis en évidence les facteurs clés qui facilitent ou entravent la coopération sur les défis de politique étrangère. Les débats très nourris portés par les participants de la table ronde et la salle ont permis de remettre ces travaux dans le contexte de l'élection présidentielle de 2024, et des conflits en Ukraine et au Proche-Orient.

12 février : Conférence « Quels enjeux de sécurité en Europe du Nord ? Le point de vue des pays nordiques et des États-Unis », avec Barbara Kunz (SIPRI, Stockholm) et Martin Quencez (GMF, Paris), discutant.



Le 12 février 2024, s'est tenu à l'IRSEM un séminaire portant sur les enjeux de sécurité en Europe du Nord, analysés à travers le point de vue des pays nordiques et des États-Unis. L'adhésion de la Finlande à l'OTAN et celle prochaine de la Suède posent de nouveaux enjeux sécuritaires dans la région, notamment dans les « zones de contact » entre l'Alliance et la Russie de la Baltique à l'Arctique, et transforment les coopérations de sécurité à l'échelle régionale, intrarégionale et transatlantique.

Organisé par [Céline Marangé](#) (IRSEM) dans le cadre d'un cycle sur les risques de sécurité dans la Baltique, cet événement a réuni Barbara Kunz, chercheuse sénior et directrice du programme de sécurité européenne au Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI),

en tant qu'intervenante, et Martin Quencez, chercheur et directeur de l'antenne parisienne du German Marshall Fund of the United States (GMF), en tant que discutant.

Barbara Kunz a d'abord souligné combien la perception des menaces avait changé en Europe du Nord à la suite de l'invasion de l'Ukraine. La Russie est désormais perçue comme une menace de premier plan, ce qui a entraîné une réévaluation des cultures stratégiques et des dispositifs de défense et incité la Finlande et la Suède, deux pays longtemps neutres, à demander l'adhésion à l'OTAN. Dans le cadre de l'OTAN, chaque pays de la région a un rôle spécifique en matière de défense, de surveillance, de liaison ou de logistique. D'autres formats de coopération renforcent la sécurité de la région. Les États-Unis et la Grande-Bretagne jouent un rôle crucial dans la défense collective de la région.

Les enjeux de sécurité dans ces deux espaces, que sont la Baltique et l'Arctique, évoluent tandis qu'émerge une nouvelle approche plus globale en Europe du Nord. La mer Baltique, très peu profonde et pratiquement fermée, constitue de longue date un espace contraint très militarisé. Pour faire face à la possibilité d'une invasion et à la multiplication des attaques hybrides, la coopération de défense s'y renforce, la transformant en un « lac otanien ». L'Arctique, au contraire, a longtemps été un espace de coopération à l'abri des tensions. Au centre de l'attention internationale, cette zone géostratégique cruciale pour la dissuasion nucléaire et le commerce mondial suscite désormais un intérêt accru de la part des États-Unis, de la Russie et de la Chine.

Dans sa discussion, Martin Quencez a mis en avant la perspective de Washington et celle de ses alliés régionaux, insistant sur la dissymétrie de leurs intérêts. Les acteurs locaux pensent pouvoir s'appuyer sur les États-Unis, tandis qu'à Washington on considère que la région de la Baltique ne fait pas partie des priorités et qu'elle relève avant tout d'un enjeu européen. Il a conclu son intervention en évoquant la possibilité d'un « *leadership from behind* » exercé par Washington en 2025, mais cela dépendra en grande partie des élections présidentielles à venir en novembre 2024.

Electra JANVIER
Assistante de recherche

13 février : Séminaire Jeunes Chercheurs.

Le 13 février, lors du séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, Jeanne-Louise Roellinger, doctorante en relations internationales au CERI Sciences Po et doctorante associée à l'IRSEM, a présenté un projet d'article motivé par l'ambiguïté – entendue comme la confusion de sens – relative à l'étude des cyber normes. Moyen privilégié par les États-Unis de réduction de l'incertitude dans le cyberspace, les cyber normes reposent sur la croyance qu'elles rendent les comportements plus prédictibles. Ce projet s'appuie sur une série d'entretiens réalisée avec des experts ayant participé aux Groupes d'experts gouvernementaux (GGE) entre 2009 et 2021 ainsi que l'analyse textuelle des rapports de ces groupes et des résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies relatives au cyberspace. Cette étude retrace la généalogie du terme « norme » dans les négociations des GGE. Cette généalogie révèle le progressif glissement d'une acception des normes comme relevant de la *soft law* dans les premières années de négociations à une ambiguïté plus marquée depuis le rapport de 2015, notamment entre les « normes de comportement responsable » et les « normes » telles que l'on peut les retrouver dans la littérature académique en relations internationales.

Ainsi, le rapport du GGE de 2014-2015 (Note du secrétaire général A/70/174) définit les normes comme suit : « elles [les normes] traduisent les attentes de la communauté internationale, fixent des règles de comportement responsable des États et permettent à la communauté internationale d'étudier les activités menées par les États et d'apprécier leurs intentions » (para. 10 p. 8). La littérature en relations internationales entend quant à elle les normes comme « *a standard of appropriate behavior for actors with a given identity* » (Finnemore & Sikkink, 1998, p. 891).

Ce projet d'article souligne la nécessité de faire la distinction entre d'une part une « norme » comme concept de sciences sociales permettant de comprendre ou d'expliquer la réalité, les « normes de comportement responsable » comme item de négociation facilitant le compromis, et les « cyber normes », comme outil politique ayant pour objectif de rendre les comportements plus prédictibles dans le cyberspace et ainsi y réduire l'incertitude. Cet article soutient que la simple labellisation de cet outil comme étant une « norme » ne suffit pas et qu'il appartient à la communauté académique d'analyser sa qualité de norme au sens scientifique du terme.

La présentation a été suivie par une discussion du projet par la [capitaine Hainaut](#), docteure en science politique et

spécialiste des questions spatiales à l'IRSEM. Cet échange a permis de mettre en évidence les nombreux points communs entre le développement de normes de comportement responsable dans le cyberspace et dans l'espace extra-atmosphérique. Finalement, les échanges avec les juristes présents a de nouveau souligné la polysémie du terme « norme » et la nécessité de l'échange académique entre relations internationales et droit international lorsque l'on aborde cette question.

29 février : Séminaire IRSEM/DGRIS avec Pr T.V. Paul (McGill University).



Jeudi 29 février, l'IRSEM a eu l'honneur de recevoir le professeur T.V. Paul (McGill University) lors d'un séminaire fermé IRSEM-DGRIS. T.V. Paul est venu présenter son livre sous presse, à paraître prochainement chez Oxford University Press, *The Unfinished Quest: India's Search for Major Power Status from Nehru to Modi*. Ancien président de l'International Studies Association (2016-2017), et théoricien des Relations internationales reconnu pour ses travaux sur la quête de statut des États, T.V. Paul a partagé ses résultats avec les chercheurs de l'IRSEM et les experts de la DGRIS. Il a également abordé un certain nombre de questions telles que les conflits émanant du manque de reconnaissance de statut, les évolutions politiques de l'Inde, ou encore, les évolutions du système international et la redéfinition de la compétition entre grandes puissances. Puissance montante et première puissance démographique devant la Chine, l'Inde fait preuve d'agentivité dans un système international complexe.

L'IRSEM a récemment marqué un intérêt accru pour l'Inde en concluant, en 2022, un partenariat avec le think tank indien [Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses \(MP-IDSA\)](#).

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS, DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS



Maxime AUDINET

- Entretien : « [Désinformation russe : “La France change de posture et se montre offensive”](#) », *Le Point*, 19 février 2024.

- Entretien : « [Deux ans de guerre en Ukraine : aux fondements de l'appareil de désinformation russe](#) », RCF, 23

février 2024.

- Entretien : « Désinformation : même démasqués, les Russes sont toujours satisfaits d'avoir “crispé l'opinion” », *La Montagne*, 13 février 2024.

- Article : « [Propagande russe : qui est Margarita Simonian, rédactrice en chef de RT ?](#) », *Revue des médias*, INA, 19 février 2024.

- Intervention : « Éthique de la contre-influence informationnelle » dans le cours de Damien Simonneau à l'INALCO, 9 février 2024.



CNE Yves AUFFRET

- Séminaire : « SSI, cyberspace et cyberconflictualité », cursus Master Science politique de l'École de l'air et l'espace (en partenariat avec l'IEP d'Aix-en-Provence), 6, 8 et 9 février 2024.

- Intervention, avec Philippe Perchoc, au séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM sur le thème des financements de la recherche, 13 février 2024.



Élie BARANETS

- Publication : « [Ce que veulent les grandes puissances – La quête de statut de la Chine et l'avenir de l'ordre international](#) », Étude 114, IRSEM, 19 février 2024.



Leonie BELK (invitée)

- Publication : avec Kai Hirschmann, « Vernetzte Sicherheit – vernetzte Entwicklung? », dans Wolfgang Gieler, Meik Nowak (dir.), *Deutsche Entwicklungszusammenarbeit im Spannungsfeld der Außen- und Sicherheitspolitik – Frieden, Sicherheit, Entwicklung*, Springer, 2024, p. 161-177.



Clotilde BÔMONT

- Participation à la table ronde « Comment construire 80 ans de paix dans le cyberspace ? », dans le cadre d'une journée d'échange franco-américaine célébrant l'anniversaire du débarquement des Alliés en Normandie, organisée par l'ambassade des États-Unis en France, Deauville, 14 février 2024.



Camille BRUGIER (associée)

- Post : « [Quelles relations entre hommes et femmes en Chine ?](#) », Panda, Alcool de Riz et PCC, 14 février 2024.

- Post : « [90 % de soutien au PCC – Vraiment ?](#) », Panda, Alcool de Riz et PCC, 23 février 2024.



Paul CHARON

- Publication : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Les opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, 3^e éd., Paris, Équateurs, février 2024.

- Audition par le groupe de travail des jeunes IHEDN sur les manipulations de l'information, École militaire, 6 février 2024.

- Accueil d'une délégation du National Institute of Defense Studies japonais pour un séminaire de travail, École militaire, 8 février 2024.

- Invité à l'émission *Soft Power*, « [Cybersécurité : une bataille numérique d'influence pour la France ?](#) », présentée par Frédéric Martel, France Culture, 11 février 2024.

- Audition par le groupe de travail sur les stratégies de renseignement de la session nationale politique de défense de l'IHEDN, École militaire, 15 février 2024.

- Cité par Caroline Boidé, « Le Djihad vidéo et ses alliés politiques », *Le Point*, 15 février 2024.

- Entretien : « [Désinformation : "La Chine recrute aussi des influenceurs étrangers"](#) », propos recueillis par Jérémy André, *Le Point*, 17 février 2024.

- Cité par Pierre Haski, « [Quand les pirates sont piratés : une fuite de documents ouvre une porte du système chinois](#) », *Géopolitique*, France Inter, 23 février 2024.

- Invité des *Enjeux internationaux*, « [China Leaks : une fuite de documents révèle les méthodes chinoises de cyber espionnage](#) », présenté par Guillaume Erner, matinale de France Culture, 26 février 2024.

- Audition par le groupe influence de l'École de guerre, École militaire, 28 février 2024.

- Invité de l'émission *Les visiteurs du soir*, chaîne LN24, 28 février 2024.

- Cité par Mathilde Simon, « La big tech pave-t-elle la voie aux dictatures ? », *Usbek & Rica*, n° 42, février 2024.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Invitée, avec Christian Chesnot et Sébastien Boussois, à l'émission *28 minutes*, « [Hervé Le Corre / Le Qatar, de plus en plus incontournable ?](#) », Arte, 28 février 2024.



Marie DURRIEU (doctorante associée)

- Article : « [Comment comprendre le conflit israélo-palestinien de ses origines au 7 octobre 2023 ?](#) », *Diploweb*, 18 février 2024.



Julia GRIGNON

- Intervention au Séminaire de recherche, « [Israël-Hamas, La guerre de quel droit ?](#) », CERI, Sciences Po, 7 février 2024.

- Participation à la table ronde « Le point de vue des tiers intervenants : l'expérience du Centre de recherche

sur les droits de l'Homme et le droit humanitaire et de la Clinique de droit international d'Assas », [Journées des droits de l'Homme de Paris](#), Centre de recherche sur les droits de l'Homme et le droit humanitaire de Paris-Panthéon-Assas, 8 février 2024.

- Interview par Vinciane Joly, « [Guerre à Gaza : que dit le droit international sur les déplacements de population ?](#) », *La Croix*, 26 février 2024.



CNE Béatrice HAINAUT

- Discutante d'un article portant sur la cyberdiplomatie et le comportement responsable, séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, 13 février 2024.

- Interview pour « [De hauts responsables américains font état d'une grave menace](#) » via les capacités nucléaires russes dans l'espace », RTS-Radio Télévision Suisse, 15 février 2024.



Sümbül KAYA

- Participation au comité de rédaction de la revue *European Journal of Turkish Studies*, 8 février 2024.

- Communication : « Se mobiliser malgré la peur, l'engagement politique des intellectuels en Turquie », colloque « Échos des mouvements sociaux », Panel 1 « Comment poursuivre la lutte en contexte répressif », EHESS/CESPRA, colloques du Campus Condorcet, Aubervilliers, 21-22 février 2024.



Maxime LAUNAY

- Audition, avec Florian Opillard, par les députés co-rapporteurs de la mission d'information parlementaire sur la défense et les territoires, Commission de la défense nationale et des forces armées, Assemblée nationale, 7 février 2024.

- Communication : « Le citoyen, la défense nationale et la dissuasion nucléaire », colloque sur le citoyen et la dissuasion nucléaire, organisé par l'École de droit de l'Université Clermont Auvergne en partenariat avec l'IHEDN-Auvergne, 16 février 2024.



Céline MARANGÉ

- Audition auprès de l'équipe « Futurs » dans le cadre des États généraux de l'information – L'info en 2050, 1^{er} février 2024.

- Animation du séminaire sur les risques et enjeux de sécurité dans la Baltique « Quels enjeux de sécurité en Europe du Nord ? Le point de vue des pays nordiques et des États-Unis » avec Barbara Kunz (SIPRI) comme intervenante et Martin Quencez (GMF) comme discutant, 12 février 2024.

- Participation au Russia Seminar 2024 organisé par l'Université nationale de défense de Finlande à Helsinki, 14-15 février 2024.

- Participation à la table ronde « Comprendre les évolutions de la politique intérieure russe », organisée par *Le Grand Continent* à l'École normale supérieure de Paris dans le cadre d'une soirée ouverte par un discours du ministre des Armées M. Sébastien Lecornu et intitulée « Deux ans après l'invasion de l'Ukraine, sociétés et armées face à la guerre étendue », 20 février 2024.

- Podcast de l'Academ : « Pensez stratégique », « [Ukraine : deux ans de guerre en Europe](#) », 22 février 2024.

- Article : « [De Staline à Poutine : genèse et évolution des violences impériales russes](#) », en guise d'introduction d'une série d'articles sur cette thématique, *Le Grand Continent*, 24 février 2024.



Florian OPILLARD

- Audition, avec Maxime Launay, par les députés co-rapporteurs de la mission d'information parlementaire sur la défense et les territoires, Commission de la défense nationale et des forces armées, Assemblée nationale, 7 février 2024.



GBR Olivier PASSOT (associé)

- Article : « [Déplacements de population à Gaza : dans quel but ?](#) », FMES, 8 février 2024.



Malcolm PINEL (associé)

- Publication : Coordination de « [Emploi de la puissance aérienne et extension régionale du conflit Israël-Hamas](#) », *La Note du CESA*, Hors-série, février 2024.



Maud QUESSARD

- Organisation et présidence de la conférence « Bipartisanship and US Foreign Policy » avec les professeurs Jordan Tama (American University), Elisa Chelle et Frédéric Heurtebize (Université Paris Nanterre), École militaire, 12 février 2024.

- Présidence de la table ronde « Bruxelles as a hub for strategic thinking », lors de l'inauguration de l'antenne IRSEM-Europe, avec Sylvie Matelly (directrice de l'Institut Jacques Delors), Martin Quencez (directeur GMF Paris), Tania Latiçi (European External Action Service), Teona Lavrelashvili (EPC), IRSEM, Bruxelles, 22 février 2024.



Jeanne-Louise ROELLINGER (doctorante associée)

- Présentation d'un projet d'article : « Cyber norms as a dual use concept », séminaire Jeunes Chercheurs, IRSEM, 13 février 2024.



Elyamine SETTOUL

- Intervention : « Prisons et radicalisations : réalités et défis », École nationale de la magistrature, Bordeaux, 21 février 2024.

- Intervention : « Engagement et radicalité : comprendre pour prévenir », Les déjeuners Recherche, IRFASE, Evry, 29 février 2024.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Intervention : Séminaire « Écritures alternatives de la recherche », Université Paris-Cité, 28 février 2024.



Victor VIOLIER

- Présentation des travaux lors du 2^e Petit-déjeuner de l'Academ consacré à « La pensée stratégique russe », puis échange sur les travaux en cours autour de trois axes : les transformations de l'État en Russie, le consensus élitaire du régime de Vladimir Poutine, l'expertise états-unienne de la Russie, École militaire, 31 janvier 2024.

- Publication : avec Pierre-Louis Six, « [Penser la réforme de l'État soviétique durant la Perestroïka : entre autonomisation des savoirs sur le politique et dépolitisation des cadres \(1985-1992\)](#) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, n° 39, 2024, p. 125-147.

- Publication : « [L'héritage disputé de l'École supérieure du Parti de Leningrad : luttes politiques et "révolution étudiante" pour le Palais de Tauride \(1992\)](#) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, n° 39, 2024, p. 199-209.



Amélie ZIMA

- Interviewée par Diane Regny, « [Présidentielle américaine 2024 : Donald Trump peut-il enterrer l'OTAN](#) », 20 minutes, 12 février 2024.

- Interviewée par Clément Machecourt, « [Les États-Unis pourraient-ils sortir de l'OTAN ?](#) », *Le Point*, 14 février 2024.



Océane ZUBELDIA

- Publication : « Les drones au service de la mer : un outil en pleine évolution ? », dans Cyrille P. Coutensais (dir.), *L'Océan numérique*, Les Équateurs, février 2024, 172 p.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ÉLECTIONS

Stephen Chaudoin et al., « [The Election Effect: Democratic Leaders in Inter-Group Conflict](#) », *International Studies Quarterly*, 68 (1), mars 2024, en ligne.

Dans un article à paraître dans la revue *International Studies Quarterly*, Stephen Chaudoin, Sarah Hummel et Yon Soo Park étudient l'effet que peut avoir une élection sur la politique étrangère à venir d'un pays. Selon les auteurs, il existe un « effet d'élection ». Organisée de manière conforme aux standards démocratiques, une élection intensifie l'identification auprès d'un groupe et engendre un sentiment d'obligation envers les électeurs, tout en augmentant simultanément l'hostilité à l'égard du groupe extérieur. Ces effets combinés poussent les dirigeants à déployer des efforts coûteux dans des situations de concurrence avec d'autres groupes. À l'aide d'expérimentations conduites en ligne, l'article montre que la sélection démocratique des dirigeants accroît l'effort dans les jeux de compétition entre groupes. La même logique s'applique à l'égard des conflits interétatiques. À rebours de la croyance populaire qui prête des vertus pacificatrices à l'élection, l'un des résultats les plus remarquables de cette enquête est de mettre en lumière les effets déstabilisateurs de l'élection au regard des relations intergroupes applicables aux relations internationales.

Élie BARANETS

GUERRES CIVILES EN AFRIQUE

Roland Marchal, « [Guerres civiles en Afrique, un legs colonial ?](#) », *Pouvoirs*, 188 (1), 2024, p. 109-119.

Les guerres civiles africaines sont-elles un legs colonial ? Peut-on aujourd'hui encore imputer – totalement ou partiellement – la responsabilité de certains conflits en Afrique aux cicatrices de l'expérience coloniale ? L'artificialité de certaines frontières héritées de la colonisation explique-t-elle la permanence de frictions sur le continent ?

Dans cet article, Roland Marchal revient sur ces accusations fréquemment émises à l'encontre des chancelleries européennes. Rappelant que les guerres civiles africaines ne peuvent pas être uniquement envisagées comme les

conséquences d'une histoire coloniale, il souligne que les acteurs directement impliqués mobilisent eux-mêmes bien souvent des références plus anciennes, quand ils ne se réapproprient pas des fragments de cet héritage pour leurs intérêts personnels. Interrogeant ensuite le terme de guerre civile, Roland Marchal nous invite à replacer au centre de l'analyse l'interaction de facteurs extérieurs et intérieurs, régionaux comme internationaux. Les guerres civiles doivent être comprises à travers ce qu'il nomme « les dynamiques du dedans et du dehors ». Au-delà des héritages coloniaux, les conflits africains s'inscrivent dans une histoire politique locale et sont imbriqués dans des dynamiques contemporaines marquées par des rivalités régionales comme des intérêts internationaux. Ainsi, reconnaître les séquelles de la colonisation – démarche essentielle – ne suffit pas à expliquer la pluralité des conflits sur le continent qui répondent à des logiques multifactorielles.

Enzo FASQUELLE

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Pierre Gonneau, *La Guerre russe ou le prix de l'Empire*, Tallandier, 2023, 544 p.

Le livre *La Guerre russe ou le prix de l'Empire*, publié en 2023, offre une perspective approfondie sur l'histoire de la Russie à travers les siècles, mettant en lumière les moments clés qui ont façonné son destin et déterminé le prix de son expansion impériale. Pierre Gonneau, professeur à Sorbonne Université, directeur d'études à l'École pratique des hautes études et ancien directeur de l'Institut d'études slaves, examine d'abord l'héritage tsariste de la Russie et la notion de prestige associée à son statut d'empire.

Dès le règne d'Ivan IV, la Russie cherche à accroître son emprise sur le littoral et le commerce baltique, entraînant une guerre infructueuse en Livonie en 1558. Émerge à cette période la mentalité de siège russe. L'auteur explore ensuite le « Temps des troubles » (1598-1613), marqué par des rébellions, des recompositions politiques et une instabilité permanente. L'élection de Michel Romanov en 1613 confère une légitimité à la monarchie russe tout en mettant fin aux tumultes. La Russie continue son expansion, conduisant à des dévastations en Pologne et en Ukraine, notamment pendant la « ruine ukrainienne » de 1645.

Spécialiste de la Russie médiévale, Pierre Gonneau constate que la Russie est presque continuellement en guerre depuis 1645 et que le patriotisme et l'héroïsation de l'effort militaire se sont révélés comme une valeur identitaire majeure. L'auteur analyse la relation inégale entre la « grande Russie » et la « petite Russie », nom donné alors à une partie de l'Ukraine actuelle, ainsi que les rapports de subordination au sein de l'Empire russe, tout en soulignant la complexité des liens historiques entre les civils biélorusses et ukrainiens et le pouvoir russe.

Le règne de Pierre le Grand (1689-1725) est présenté comme un moment phare de la modernisation militaire et de l'expansion de la Russie en Europe et sur les mers au nom de la reconquête des terres de l'ancienne Rus'. Cette expansion a un coût élevé avec une mobilisation militaire et fiscale sans précédent, laissant toutefois une empreinte durable sur la construction de l'Empire russe. L'auteur analyse également le règne de Nicolas I^{er} (1825-1855) qui aspire à consolider l'influence russe en Europe

et en Asie. L'ouvrage montre aussi la complexité qu'il y a à contrôler et défendre un territoire vaste et peu peuplé, même en temps de paix.

Vient ensuite la période de la « Grande Guerre patriotique » (1941-1945). L'auteur met en lumière la résistance acharnée des Soviétiques pendant l'invasion allemande, la libération progressive du territoire et les conséquences diplomatiques de la victoire soviétique. En dernier lieu, il examine la période post-soviétique (1991-2021) pour tenter d'expliquer pourquoi Vladimir Poutine considère l'effondrement de l'Union soviétique comme la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle. L'élargissement de l'OTAN et de l'UE à des territoires anciennement soviétiques est présentée comme une source de tensions, l'annexion de la Crimée en 2014 et la guerre dans le Donbass suscitant une polarisation des relations internationales et une montée du nationalisme russe.

Le livre se termine par un examen de la situation contemporaine depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, analysant ses causes, son déroulement et ses conséquences. Les implications sur la crédibilité de la Russie, le coût humain élevé et les défis à long terme pour la Russie sont discutés. L'auteur s'interroge sur la durabilité des ressources et le maintien des soutiens internationaux avant de conclure par ces mots peu encourageants : « Les dirigeants civils et militaires russes ne croient ni au *fair play*, ni à la guerre propre. Ils peuvent se laisser séduire par les grands plans de Blitzkrieg, les amples manœuvres d'encercllement, la bataille décisive, mais s'il faut marteler son chemin pied à pied, pouce par pouce, ils ne renonceront pas. L'inconnue est la même depuis plusieurs siècles : combien durera la longue patience du peuple russe ? » (p. 470).

Ce livre riche et ardu offre une rétrospective de l'évolution des frontières russes et des relations internationales de la Russie depuis cinq siècles, tout en établissant des parallèles avec la situation contemporaine. À la lumière de l'actualité, il permet de comprendre la perception que Vladimir Poutine et son entourage ont de l'espace et de l'histoire de la Russie et de mieux appréhender leur rapport à la guerre et les raisons de leur hubris.

Electra JANVIER
Assistante de recherche

À VENIR

6 mars : Séminaire neutralité 1 : « La neutralité : quelle signification stratégique ? », Université Panthéon Assas – Centre Panthéon – Salle des conseils, 18h-19h30. Inscription obligatoire pour chaque séminaire.



Le conflit en Ukraine a réveillé une question ancienne, que l'on croyait reléguée au passé pré-onusien : la neutralité des États non parties à un conflit armé, anciennement incarnée par la cinquième convention de La Haye sur la neutralité (1907).

Cette question resurgit depuis le début du conflit ukrainien en 2022, dans un contexte où les États tiers au conflit n'ont pas de positions unanimes, les uns voulant rester absolument hors du conflit, les autres jugeant leur neutralité compatible avec une aide à l'Ukraine, notamment en matière de livraison d'armes ou de sanctions contre la Russie.

Le centre Thucydide et l'IRSEM proposent un tour d'horizon de cette institution aux multiples facettes, qui touche de nombreuses disciplines, allant de la science politique aux sciences juridiques et économiques. Des thèmes précis seront ainsi étudiés sous forme de séminaires réunissant deux experts, chacune faisant l'objet d'un événement particulier hébergé alternativement par le Centre Thucydide et par l'IRSEM.

Le séminaire sera retransmis sur la chaîne YouTube du centre Thucydide.

Intervenants : Olivier Zajec, professeur et directeur de l'Institut d'études de stratégie et de défense (IESD) à l'Université Jean-Moulin Lyon III ; Marie Robin, postdoctorante au centre Thucydide.

Le séminaire est animé par [Julia Grignon](#), directrice scientifique de l'IRSEM.